

«Le jeu de Wilson» dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (21 juin 1974)

Légende: Le 21 juin 1974, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung dénonce la stratégie politique du Premier ministre britannique Harold Wilson et s'interroge sur la volonté réelle du Royaume-Uni à rester membre du Marché commun.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 21.06.1974, Nr. 140. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Wilsons Spiel", auteur:Wiemann, Udo , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_jeu_de_wilson_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_21_juin_1974-fr-9c6259fc-d622-499a-9292-c95c22ffocfa.html

Date de dernière mise à jour: 24/05/2017



Le jeu de Wilson

Par Udo Wiemann

Les Européens, dans les neuf États membres de la Communauté, commencent à respirer. Après la douche froide que Callaghan, ministre des Affaires étrangères, avait infligée le 1^{er} avril à ses homologues, avec sa menace de partir, une pluie tiède semble depuis peu faire fondre progressivement le bloc de glace entre Londres et Bruxelles. Callaghan a retrouvé un ton courtois, largement apprécié, lorsqu'il a présenté le 4 juin à Luxembourg la liste des desiderata des travaillistes pour la «renégociation» des conditions d'adhésion. Le ministre de l'Agriculture Peart, qui a précisé cette semaine, au même endroit, les idées britanniques concernant la politique agricole européenne, a pu se sentir flatté, plus tard, en lisant qu'il s'était montré „assez doux“ dans l'ensemble. La visite à Bonn du Premier ministre Wilson a elle aussi visiblement eu un effet apaisant.

Après ces réactions, il pourrait presque sembler que les hauts cris sur la «renégociation» poussés par le parti travailliste ne soient rien d'autre qu'un coup de théâtre, et que le gouvernement, durant ses trois mois et demi de pouvoir, soit arrivé rapidement à un meilleur jugement, et qu'il s'efforce actuellement d'éviter le retrait et ses conséquences néfastes. Il se peut que l'attitude de l'un ou l'autre ministre britannique ait effectivement changé. Mais de tels jugements pleins d'espoir font oublier que, pour Wilson, la relation de la Grande-Bretagne avec l'Europe n'est pas, ou du moins pas en premier lieu, une question de bon sens, mais une question de pouvoir.

L'opinion selon laquelle l'île fait partie de la Communauté européenne et qu'elle n'a d'avenir qu'en son sein, n'avait autrefois trouvé aucun défenseur plus éloquent que l'actuel Premier ministre. C'est Wilson qui, en janvier 1967 à Strasbourg, reconnaissait l'importance historique de l'aspiration à l'adhésion et écartait les considérations financières, qu'il jugeait mesquines. C'est Wilson qui incita, quelques mois plus tard, la Chambre des communes à voter, à une majorité extraordinairement grande, en faveur d'une nouvelle demande d'adhésion, que son successeur Heath allait finalement imposer après la mort de de Gaulle. Il serait par conséquent inattendu qu'il ne sache désormais plus apprécier les avantages de l'adhésion britannique. Sa «position de base» est plutôt positive que négative.

Mais, pour Wilson, il ne s'est jamais agi, essentiellement, dans cette affaire, de l'intérêt national. Sa volte-face drastique doit plutôt être comprise comme une tactique. Elle était la conséquence de la crainte de perdre la direction du parti après la défaite électorale foudroyante et inattendue au milieu de l'année 1970. Son changement d'opinion était un coup de poker pour s'assurer le pouvoir, pour obtenir la faveur de l'aile gauche renforcée, dont l'hostilité idéologique face au Marché commun «capitaliste» bénéficiait de plus en plus du soutien du centre du parti, pour des motifs xénophobes traditionnels, et qui utilisait efficacement la question de l'adhésion comme instrument de consolidation de sa position jusqu'alors faible. Wilson s'est appuyé sur la gauche, et aujourd'hui, c'est elle qu'il doit prendre en considération plus que jamais – dans l'intérêt de l'unité du parti.

Dans l'intérêt de son unité, le parti travailliste divisé sur la question de l'Europe a évité jusqu'à maintenant de prendre une décision claire. Le cours que prend sa «renégociation» est un compromis. Pendant que les uns espèrent que ce cours mènera à une collision et donc au retrait, les autres attendent que le mariage de la Grande-Bretagne avec l'Europe, qui dure depuis un an et demi, soit confirmé par un arrangement entre les partenaires. Même la déclaration d'intention aimable de Wilson, affirmant qu'il voulait mener les négociations dans le but de s'arranger avec la Communauté, ne constitue nullement une décision. Car, quelle autre résolution aurait pu prendre le cabinet? De négocier, avec l'intention de se retirer ensuite? Pourquoi dans ce cas négocier? Une conclusion contraire du cabinet aurait constitué une décision et provoqué le danger d'une scission. Mais cela, Wilson ne peut pas se le permettre actuellement. Il est obligé d'envisager pour bientôt de nouvelles élections et il a besoin de toutes ses forces pour obtenir une victoire électorale.

C'est pourquoi la question de l'adhésion ne constituera qu'indirectement un thème de la campagne électorale, mais un thème très important. Wilson ne mettra pas en discussion la question de savoir si la Grande-Bretagne doit tourner le dos ou non à l'Europe. Il confronte plutôt les électeurs à une autre

alternative, qu'il a exprimée tout de suite après son retour de Bonn, par la formule démagogique suivante: qui doit avoir le dernier mot dans la décision sur l'adhésion – le peuple britannique, si le gouvernement travailliste considère cela comme approprié, ou les hommes de Bruxelles? Wilson essaie par conséquent de tirer politiquement profit d'une conception plébiscitaire de la démocratie, il met au premier plan du débat l'instrument du référendum, qui est étranger à la constitution britannique, qu'il a rejeté pendant des années et qu'il souhaite maintenant.

La partie de poker avec l'Europe continuera donc. Personne ne sait avec certitude comment elle se terminera. Il est prématuré de s'adonner à de douces espérances. Le scepticisme s'impose dans la lutte pour le pouvoir au sein du parti travailliste, qui n'est pas encore définitivement décidée et dans laquelle des syndicats hostiles à l'Europe ont un mot décisif à dire. L'expérience montre que l'on peut difficilement se fier aux paroles de Wilson.